

## **Marseille, la plus importante manifestation depuis l'élection de Sarkozy *in l'humanité du 8/9/2010***

« Pour l'abandon de ce projet gouvernemental, pour une véritable réforme des retraites, pour une véritable répartition des richesses » : la banderole de tête intersyndicale a pris son envol, avenue de la République, à 10 h50. Une heure et demie après, la délégation d'universitaires censée fermer la marche du cortège CGT est toujours sur le Vieux Port tandis que les gros bataillons de FO, agents territoriaux et personnels hospitaliers stationnent encore sur la Canebière et que les enseignants de la FSU, par centaines commencent à pique niquer sur la pelouse du quai des Belges et aux terrasses alentours !

A 13h30 le dernier camion sono, celui de Solidaires, décolle du Vieux Port. Le carré de tête a déjà atteint la place Castellane, terme de cette longue marche de plusieurs kilomètres, épargnée par la pluie contrairement aux prévisions. Il faut encore une bonne heure pour que les sidérurgistes de la CFDT tirent sur cette place leur feu d'artifice final, pétards et fumigènes mêlés. Arrivent enfin, sur les rotules, des cohortes de personnels de l'éducation nationale. A 14h30, leur porte parole lance au nom de la FSU des Bouches-du-Rhône un appel « à se retrouver bientôt ».

Les manifestants sont-ils 100000 ? 150000 ? sans doute 200.000. Le cortège multicolore recevant à chaque grand carrefour des renforts, fonctionnaires et CEA de Cadarache place Sadi-Carnot ou retraités cheminots patientant sur les marches de la gare saint Charles? En tout cas « c'est beaucoup plus fort que le 24 juin » comme en témoignent, par exemple, Fred Larrivée et Philippe Laget près de leur banderole flambant neuf du syndicat des finances publiques CGT : « 60% de grévistes chez nous et 20% de manifestants en plus » précisent ces habitués des chiffres en estimant qu'une prise de conscience s'est opérée durant l'été chez les salariés : « aux impôts et au trésor nous sommes bien placés pour savoir que l'argent existe pour financer une retraite à 60 ans à taux plein ! Et nous sommes révoltés par cette fiscalité de classe qui fait qu'on rembourse Mme Bettencourt alors qu'on augmente les impôts fonciers de 10% à Marseille ! »

D'autres coups de sonde dans la manif confirment une descente dans la rue beaucoup plus massive qu'au début de l'été. Olivier Liberquier, délégué syndical de Fralib Unilever : « 80% de grévistes, comme en juin mais beaucoup plus de monde dans la manif ». Rénald Pasquier, délégué syndical de la raffinerie Total de La Mède : « des salariés plus nombreux, plus motivés que jamais ! ». Mireille Chessa, secrétaire départementale de la CGT a recensé 400 préavis. « Partout où la CGT est implantée il y a un mouvement de grève » affirme-t-elle. Le complexe pétrochimique de Lavéra au ralenti sa production d'éthylène « en dessous du minimum » technique. Incontestablement on a assisté hier à Marseille à la plus importante manifestation syndicale depuis le début du quinquennat Sarkozy. Comme s'en félicite Henri Brezout le secrétaire du CE « les explications apportées par le syndicat sur la nocivité du projet de loi ont payé. Les collègues ont compris que tout n'est pas plié et qu'il devient possible que ce gouvernement affaibli enlève cette réforme ».

La réaction du gouvernement voire du président de la République à cette journée « historique » est donc très attendue. Des assemblées générales de salariés vont se « dérouler dès demain et dans les prochains jours pour décider des suites à donner à cette journée. Pour Pierre Tribouillard du bureau départemental de FO « il est clair que si le gouvernement campe sur ses positions actuelles, il faudra aller à une grève interprofessionnelle de longue durée ». « Il ne faudra pas pousser beaucoup les gars... » disait-on derrière les banderoles d'Arcelor Mittal ou de l'UL CGT de Martigues « surtout dans les boîtes qui tournent en 3X8 ». « Aux salariés de le décider » soulignait cependant Mireille Chessa qui pose l'intersyndicale en « coordonnateur d'une grève dont l'ampleur va se décider dans les deux ou trois prochains jours ».

Philippe Jérôme